

8 octobre 2014 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview de M. François Hollande,
Président de la République, sur la politique
européenne en faveur de la croissance et de
l'emploi, à Milan le 8 octobre 2014.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Si nous sommes réunis aujourd'hui à Milan, c'est pour que la croissance et l'emploi puissent être les priorités de l'Union européenne. Cela suppose que l'emploi des jeunes soit stimulé : c'est ce que nous allons maintenant engager, discuter, amplifier. 6 milliards ont été dégagés pour 2 ans à l'échelle de l'Europe. C'est trop peu. Il faut aller jusqu'à 20 milliards, simplifier les procédures et puis aussi insister sur le plan d'investissements qui va être engagé dès l'installation de la prochaine commission.

Enfin, il y a la coordination des politiques budgétaires. Il faut ajuster le rythme des politiques budgétaires par rapport à l'enjeu de la croissance. Aujourd'hui, c'est elle qui est menacée. C'est donc vers elle que nous devons tous nous tourner, parce que nous sommes tous concernés.

JOURNALISTE

Est-ce que la réforme de l'assurance chômage fait partie de ces dispositions ?

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Il y a demain une discussion qui s'engage entre les partenaires sociaux pour la modernisation du dialogue social, pour favoriser la représentation des salariés mais également la simplification des procédures. Il y a la loi qui est prévue sur la croissance et, notamment, le travail le dimanche. Il y a suffisamment de sujets pour que nous soyons bien occupés, et que nous montrions que nous faisons des réformes utiles à l'emploi. On ne fait pas des réformes pour des réformes, on fait des réformes pour qu'il y ait plus de croissance et plus d'emplois, notamment pour les jeunes. Merci.

JOURNALISTE

On dit que vous arrivez déjà sur la défensive avec un projet 2015 qui est d'ores et déjà jugé insuffisant par Bruxelles ?

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Le sujet aujourd'hui, c'est la croissance et l'emploi. Lors du sommet de la zone euro, à la fin du mois d'octobre, nous aurons à discuter des politiques budgétaires, des politiques que nous avons engagées pour les prochaines années et notamment pour 2015. Mais là, aujourd'hui, il s'agit d'amplifier ce que nous avons décidé à Paris c'était la dernière réunion pour l'emploi des jeunes. 6 milliards d'euros ont été dégagés à l'échelle de l'Europe pour l'emploi des jeunes, en 2014-2015. Je vais proposer notamment avec les Italiens qui nous reçoivent que l'on puisse dégager 20 milliards d'euros pour l'emploi des jeunes lors du mandat de la prochaine commission. On va également parler « plan d'investissements », commencer à en parler puisque cela sera le mandat confié au nouveau Président de la Commission européenne et à la nouvelle Commission.

Le sujet d'aujourd'hui, c'est l'emploi et la croissance. Pourquoi en ce moment ? Parce qu'il y a un jeune sur quatre un jeune sur quatre en Europe ! qui est au chômage. Parce qu'il y a une croissance qui est loin de reprendre et qui ralentit dans toute l'Europe. C'est le seul sujet d'aujourd'hui.

JOURNALISTE

Vous pensez infléchir la position de Mme MERKEL ? Monsieur RENZI souhaite un débat politique sur l'économie européenne pour lui demander de lever un petit peu le pied sur la rigueur, pour relancer l'investissement y compris chez elle

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Je crois que nous sommes tous concernés par le ralentissement de la croissance. Nous allons tous faire des réformes, c'est ce que nous faisons en France. Nous allons avoir une négociation qui va s'ouvrir sur les sujets du travail, du dialogue social et notamment des seuils. C'est un sujet très important. Nous avons une loi sur la croissance qui va être bientôt débattue au Parlement. Et puis nous devons aussi ajuster nos politiques budgétaires par rapport à l'enjeu de la croissance. Si tout le monde fait de l'austérité, ce qui n'est pas le cas de la France, alors il y aura un ralentissement encore plus ample de la croissance. Les pays qui sont en excédent, c'est le cas de l'Allemagne, doivent soutenir davantage encore leur demande. Chacun doit faire des efforts avec un seul objectif : la croissance et l'emploi.